

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article : III-125

Déposée par Madame ou Monsieur : M. Louis Michel, M. Elio di Rupo, Mme Anne Van Lancker, membres de la Convention et M. Pierre Chevalier et Mme Marie Nagy, membres suppléants de la Convention

Qualité : - Membre - Suppléant

---

#### Article III –125 (ex-article 175)

##### Article III-1 (ex-article 175)

1. La loi ou la loi-cadre européenne établit les actions, **y compris les mesures de nature fiscale**, à entreprendre pour réaliser les objectifs visés à [l'ex-article 174]. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

~~2. Par dérogation au paragraphe 1 et sans préjudice de [l'ex-article 95], le Conseil, adopte à l'unanimité des lois ou des lois-cadre européennes établissant:~~

~~a) des mesures essentiellement de nature fiscale;~~

~~b) les mesures affectant:~~

~~i) l'aménagement du territoire;~~

~~ii) la gestion quantitative des ressources hydrauliques ou touchant directement ou indirectement la disponibilité desdites ressources;~~

~~iii) l'affectation des sols, à l'exception de la gestion des déchets;~~

~~e) les mesures affectant sensiblement le choix d'un État membre entre différentes sources d'énergie et la structure générale de son approvisionnement énergétique.~~

~~Une loi européenne du Conseil peut définir, à l'unanimité, les questions visées au présent paragraphe sur lesquelles il statue à la majorité qualifiée.~~

~~Dans tous les cas, le Conseil statue après consultation du Parlement européen, du Comité des régions et du Comité économique et social.~~

3. 2. La loi ou la loi-cadre européenne établit des programmes d'action à caractère général qui fixent les objectifs prioritaires à atteindre. Elle est adoptée après consultation du Comité des régions et du Comité économique et social.

~~Les mesures nécessaires à la mise en œuvre de ces programmes sont adoptées conformément aux~~

~~conditions prévues au paragraphe 1 ou au paragraphe 2, selon les cas.~~

4. 3. Sans préjudice de certaines mesures adoptées par l'Union, les États membres assurent le financement et l'exécution de la politique en matière d'environnement.

5. 4. Sans préjudice du principe du pollueur-payeur, lorsqu'une mesure fondée sur le paragraphe 1 implique des coûts jugés disproportionnés pour les pouvoirs publics d'un État membre, cette mesure prévoit sous une forme appropriée:

- a) des dérogations temporaires et/ou
- b) un soutien financier du Fonds de cohésion.

---

**Explication éventuelle :**